

Entretien de professeur Patrick Boucheron, PhD

L'historien Patrick Boucheron est né le 25 octobre 1965 à Paris. Il suit sa scolarité au lycée Marcelin Berthelot de Saint-Maur-des-Fossés et au lycée Henri IV de Paris. Il est diplômé de l'École Normale Supérieure de lettres et sciences humaines de Saint-Cloud, où il obtient l'agrégation d'histoire en 1988. Il a obtenu un doctorat d'histoire à l'Université de Paris en 1994 sous la direction de Pierre Toubert sur le thème «Urbanisme, politique des grands travaux et pouvoir princier à Milan à la fin du Moyen Âge». Les travaux du professeur Boucheron portent sur l'histoire urbaine de l'Italie médiévale et sur les manifestations grandioses du pouvoir princier. Cette histoire est donc envisagée dans toutes ses dimensions, de la plus matérielle, observée à travers l'économie de la richesse et les techniques de construction, à la plus abstraite, perçue à travers la pensée politique et les styles architecturaux.

De 1994 à 1999, il est maître de conférences en histoire médiévale à l'École Normale Supérieure, et depuis 1999, à l'Université Panthéon-Sorbonne. De 2004 à 2009, il est membre junior de l'Institut Universitaire de France, tandis qu'en 2012, il est élu professeur d'histoire à l'Université de Paris. De 2015 à 2020, il devient président du conseil scientifique de l'École Française de Rome, et entre également au conseil scientifique de l'Institut d'études avancées de Paris, en 2018. Depuis 2015, il est professeur au Collège de France et responsable de la chaire d'histoire du gouvernement en Europe occidentale du XIII^e au XVI^e siècle.

Depuis 1999, il est membre du comité de rédaction de la revue *L'Histoire*, et depuis

2013 membre du conseil scientifique des Rendez-vous de l'Histoire de Blois et du conseil scientifique du Musée des civilisations de l'Europe et de la Méditerranée. Depuis 2008, il participe régulièrement au Banquet du Livre de Lagrasse, ainsi qu'à diverses autres manifestations publiques événements, festivals et spectacles tels que le Théâtre national de la Colline à Paris, le Festival d'Avignon, le Grand T à Nantes et autres. En 2017, il est nommé président du comité scientifique pour la refonte de la galerie permanente du Musée national de l'histoire de l'immigration. Patrick Boucheron est également actif dans les médias publics. Il crée les émissions radiophoniques « Un été avec Machiavel » et « Matières à penser », ainsi qu'une série documentaire télévisée, de 30 épisodes, intitulée « Quand l'histoire fait dates », produite par Films d'Ici pour Arte, de 2018 à 2020. En plus de sa production, il est également engagé dans l'édition. De 2010 à 2015, il est directeur de publication à la Sorbonne, et depuis 2018, il est à la tête de la commission « Histoire et Humanités » du Centre national du livre, ainsi que de la commission « Archives, éditions, bibliothèques » du Collège de France. Enfin, depuis 2012, il est le directeur de la collection *L'univers historique* aux Éditions du Seuil.

Boucheron est l'auteur de 11 ouvrages et éditeur de 5 livres. Parmi eux, l'ouvrage *Histoire mondiale de la France* (2017), dont le professeur Boucheron est le rédacteur en chef. Cette œuvre collective rassemble le travail de 122 historiens. Il publie, également en 2017, un petit livre intitulé *Un été avec Machiavel*. Il est aussi de l'auteur de :

Le pouvoir de bâtir. Urbanisme et politique édiliciaire à Milan (XIV^e-XV^e siècle), (1998); Les villes d'Italie (vers 1150-vers 1340), (2004); Léonard et Machiavel, (2008); Faire profession d'historien, (2010); L'entretiens. Conversations sur l'histoire, (2012); Conjurer la peur. Siennese, 1338. Essai sur la force politique des images, (2013); De l'éloquence architecturale. Milan, Urbino (1470-1520), (2014); Ce que peut l'histoire, (2016); Comment se révolter ?, (2016); La Trace et l'Aura. Vies posthumes d'Ambroise de Milan (IV^e-XVI^e siècle), (2019).

Professeur Boucheron, merci d'avoir accepté notre invitation et de nous avoir donné l'opportunité de réaliser cette interview à vos côtés. C'est un grand honneur de parler avec vous. Commençons cet entretien par une question, à priori banale, mais que nous nous posons tous : quelles sont les raisons qui vous ont amené à vous intéresser à l'histoire médiévale?

Cette question n'est pas si banale, et je vous remercie donc de me la poser, car on doit toujours s'interroger selon moi sur les raisons véritables de sa vocation. Pour ma part, je ne parlerai pas vraiment de vocation, car c'est tardivement que me suis résolu à devenir médiéviste. Je m'intéressai d'abord aux livres, d'une manière générale, hésitant entre histoire, philosophie et lettres, et ce qui m'a amené à l'histoire est d'abord le plaisir de parcourir les lieux — un amour des villes européennes, disons, est sans doute au plus vrai, au plus juste, de mon désir d'histoire. Je pensais travailler sur l'histoire de la Révolution française, et puis j'ai voyagé en Italie et cela m'a donné envie d'en faire mon objet d'étude. J'ai donc commencé à travailler sur l'histoire de Milan à la fin du Moyen Âge. Pour dire la vérité, je dois aussi reconnaître que l'histoire du Moyen Âge m'intéresserait à ce moment-là car je

trouvais qu'elle offrait beaucoup de libertés, entre la rareté des sources antiques et le trop-plein du contemporain, de faire de son sujet ce que l'on souhaitait pouvoir en faire, entre sociologie et anthropologie. Je lisais Georges Duby, Jacques Le Goff, Peter Brown, mais aussi Umberto Eco et Bronislaw Geremek, et j'y trouvais des maîtres de liberté.

Quelles ont été vos sources d'inspiration dans votre travail d'historien ? L'histoire est-elle vraiment une source inépuisable pour considérer et réexaminer des thèses déjà établies ?

Je ne pense pas que l'histoire soit une source inépuisable de connaissance. Je la crois même insuffisante. Si j'ai intitulé ma leçon inaugurale au collège de France Ce que peut l'histoire, c'est parce que je sais qu'elle ne peut pas tout. Pour ma part, j'aime la discipline historique quand elle avoue avec suffisamment de franchise ses doutes, ses faiblesses, ses incertitudes. Voilà pourquoi ce qui m'a amené à l'histoire est plutôt la philosophie, et notamment le travail de Michel Foucault. Il peut paraître étrange d'arriver à l'histoire en lisant des livres qui ne sont pas vraiment des livres d'histoire, mais cela m'a permis de développer un rapport un peu indiscipliné avec le travail historique, ce qui ne veut pas dire, c'est très important de le souligner, qu'il repose sur une méthode rigoureuse permettant de défendre un régime de vérité spécifique. C'est ainsi que l'on peut rassurer nos contemporains sur ce qui leur semble être une contradiction : oui, l'histoire se réécrit sans cesse, et si ce n'était pas le cas nous n'aurions pas besoin d'historiens. Mais oui également, ces historiens tiennent un discours de vérité.

Dans votre conférence inaugurale en 2015 au Collège de France intitulée *Ce que peut l'histoire*, vous avez évoqué le passé accumulé dont les « couches actives » nous aident à comprendre « la réalité politique d'aujourd'hui ». L'accumulation constante de telles « couches » ne rend-t-elle pas le travail des historiens plus difficile ? Et quelles seraient les limites d'un « filtrage » de ces différentes « couches » pour la recherche historique, dans l'interprétation (ou la réinterprétation) des faits historiques ?

Si l'on parle de couche actives pour évoquer l'accumulation du passé, si l'on reconnaît que ce que l'on nomme le présent n'est rien d'autre que du passé accumulé, alors on adopte une métaphore archéologique pour parler de la connaissance historique. Je la crois primordial. Elle l'a été pour moi, qui ait d'abord rêvé d'archéologie avant de prétendre faire de l'histoire. Pourquoi ? Parce que ce que nous apprend l'archéologie c'est que nous ne connaissons du passé et que ce qui affleure dans notre présent. C'est vrai des vestiges, qui sont nos contemporains. Mais c'est vrai aussi des textes, dont on doit toujours se demander pourquoi ils ont été conservés. Voilà pourquoi la question de la mémoire est à mes yeux indissociable de celle de l'histoire. Voilà pourquoi on doit toujours s'interroger sur les conditions du souvenir.

Vous avez mentionné dans cette même conférence les caractéristiques du pouvoir et de la « Révolution symbolique » initiée par l'Église et reprise par les laïcs du XIII^e au XVI^e siècle. Au cours de cette période, nous pouvons remarquer que l'Europe occidentale a fait un grand pas vers le développement de l'éducation, de la science, des institutions et des arts. Mais c'est aussi une période traversée par de nombreuses crises politiques opposant le pouvoir temporel des princes au pouvoir spirituel de l'Église, incarné par le Pape. Dans quelle mesure cette « révolution symbolique » peut-elle

être considérée comme une première phase de sécularisation entre les pouvoirs temporel et spirituel ?

Vous avez raison. Pour moi, la force de la réforme grégorienne vient du fait qu'elle a échoué. Elle a échoué à imposer en Europe un pouvoir de type théologico-politique. Ce qui s'est développé au contraire c'est une grande diversité de pouvoirs que je n'accepte pas de limiter à la souveraineté des états. Et aussi les pouvoirs des villes mais aussi des états et des communautés rurales par exemple. Voilà pourquoi on peut penser en même temps l'instabilité politique et la créativité culturelle. Pour moi l'inventivité du Moyen Âge, son intérêt pour nous aujourd'hui dès lors que l'on refuse d'avoir avec lui un rapport seulement généalogique ou identitaire.

Dans votre ouvrage *Machiavelli: The Art of Teaching People What to Fear*, vous présentez Machiavel comme une personne injustement calomniée. Vous soulignez également que ses réflexions politiques sont toujours aussi pertinentes de nos jours. Pensez-vous être parvenu à réhabiliter une image plus positive, au moins partiellement, de Machiavel ?

Machiavel n'a pas besoin de moi pour être réhabilité. On sait depuis bien longtemps que le machiavélisme est une caricature, ou en tout cas une invention des anti-machiavéliens. Après sa mort, en 1527, beaucoup et notamment les Jésuites ont voulu se débarrasser de celui dont ils ne pardonnaient pas d'avoir détaché la politique de la morale commune. Ils ont donc réduit sa philosophie de l'agir politique à un petit tas misérable de ruses. C'est évidemment beaucoup plus que cela, et voilà pourquoi depuis on ne cesse de relire Machiavel. Comme souvent, je considère mon travail d'historien comme une tâche double. La première consiste à ramener Machiavel

dans son temps, la seconde à ne pas l'enfermer en considérant sa puissance d'actualisation. Lire Machiavel aujourd'hui revient donc à lire tous les lecteurs qui en ont fait une interprétation au présent.

Dans le monde actuel, il existe une véritable hiérarchie des pouvoirs entre états. Des super-puissances, comme les États-Unis ou la Chine, sont à l'origine chaque jour d'actes d'ingérence dans toutes les régions du monde, et cela bien souvent au détriment des petits états et de leurs populations. Trouve-t-on des situations similaires au Moyen-Age, en Europe? Quels leviers pouvaient être utilisés pour faire pression sur les états ou les gouvernements?

Je ne sais pas s'il a déjà existé dans l'histoire une telle monopolisation de la force. Au début du XVIe siècle, au temps de Machiavel dont vous parlez, la « grande monarchie de France » pouvait tenir ce rôle de superpuissance, mais auparavant, ce qui prévaut plutôt est l'équilibre des puissances. C'est le cas dans l'Italie du XVe siècle, qui m'intéresse particulièrement. Milan, Venise, Florence, Rome et Naples sont à la tête d'États concurrents mais interdépendants — aucun n'est capable d'unifier l'Italie à lui seul, mais chacun peut empêcher les autres de le faire. C'est dans ce contexte qu'on invente des formes de négociation et des institutions comme l'ambassade permanente d'un état dans un autre. On peut même parler alors d'invention de la diplomatie — ce qui suppose aussi de manier une langue commune de négociation. C'est en ce sens qu'il y a un laboratoire italien: l'Europe moderne sera une Italie du XVe siècle en grand.

Pourquoi l'expression «comme au Moyen Âge» ou «moyenâgeux» a-t-elle une connotation si négative ? Les guerres incessantes entre seigneurs féodaux, les massacres, les épidémies qui traversent cette période sont-ils la seule explication de cet imaginaire populaire? Pourquoi? Y a-t-il une part de vérité dans cette phrase?

C'est une expression qui énerve les médiévistes, vous avez raison de le relever. Ils ne cessent alors de mettre en avant les aspects positifs de la période. Par exemple, il n'est pas du tout évident que le niveau de violence soit supérieur au XIIIe siècle par rapport au XVIe siècle, époque des affrontements confessionnels et des massacres coloniaux. Quant à la guerre, elle est certes un moteur structurel de la construction des États, et par conséquent il est difficile de soutenir qu'elle est moins présente sous Louis XIV ou sous Napoléon que sous Saint Louis. Mais il est sans doute futile de vouloir opposer la légende rose à la légende noire, défendre un Moyen Âge des troubadours contre un Moyen Âge des croisés. Car l'idée même de Moyen Âge est une invention de la Renaissance, c'est une manière d'emblée péjorative de désigner une période intermédiaire, entre Antiquité et modernité.

En Croatie, l'élaboration du programme d'histoire pour les écoles primaires et secondaires suscitent de vifs débats depuis de nombreuses années, tandis que le nombre d'élèves en étude d'histoire est en baisse constante dans nos universités. Comment expliquez-vous ce désintérêt? Comment pourrait-on redonner de l'espace à la recherche en histoire, face aux sciences dures telles que les mathématiques, la physique, liées aux nouvelles technologies et à l'informatique, dans le monde de la recherche universitaire? Quelle est la place de l'histoire dans notre société moderne où les lois du

marché et l'omniprésence de la technologie envahissent notre quotidien?

Je ne suis pas certain de voir les choses de la même manière que vous. Non pas que je remette en cause le constat d'une crise de l'histoire — dans les recrutements étudiants c'est possible, dans la culture politique des élites aussi, mais dans l'intérêt du public je ne crois pas. Vous parlez de marché : il y a aussi, en Europe, un marché de l'histoire publique — celle des livres mais aussi des films documentaires, du tourisme culturel, du patrimoine. D'une manière générale, il me semble que la culture historique ne doit pas être opposée à la culture scientifique — après tout, les mathématiciens aussi peuvent à bon droit se plaindre d'une crise des recrutements universitaires, et en plus elle n'est pas compensée par un « marché » public. Donc il me semble que ce qui est en jeu, c'est plutôt une offensive générale contre les savoirs, et c'est contre elle que l'on doit armer nos énergies.

Vous avez déclaré avoir le désir de relier l'histoire à la vie humaine. Autrement dit, vous estimez que la transmission des connaissances ne peut se faire séparément des émotions qui les accompagnent. Pensez-vous que cette approche permettrait de recréer du lien entre la population et son histoire? Pourquoi certaines personnes détestent-elles tant l'histoire?

Oui, je pense que la connaissance historique doit être adressée, c'est-à-dire qu'elle ne doit pas tomber du ciel, comme un savoir d'autorité, désincarné et surplombant. Cela suppose de jouer sur l'émotion, mais aussi d'une manière plus générale sur la notion d'expérience. Pour moi, il n'y a pas de contradiction entre transmettre un savoir et partager une émotion. Mais il faut prendre l'expression au pied de la lettre: en français, une « émotion » désigne une mise en mouvement, qui peut être désordonnée

— on parle d'émotions populaires dans le cas des révoltes. Ce qui prouve que l'histoire est bien pour moi un art d'émancipation, qui s'adresse d'abord aux intelligences individuelles, pour les délivrer des fatalités. Si certaines personnes détestent l'histoire, comme vous dites, c'est parce qu'ils y voient une école de la fatalité, qui leur fait la leçon, et qui prétend souder les communautés par des croyances unanimes.

Vous avez dirigé la rédaction de l'ouvrage collectif intitulé «Histoire mondiale de la France», regroupant pas moins de 122 historiens. Quelles difficultés avez-vous rencontrées ? Quelles motivations ont guidé vos choix (quels historiens, le découpage des chapitres, etc.)? Quelles ont été les principales critiques faites à cet ouvrage?

Vaste question: nous avons travaillé dans la joie, ce fut évidemment une entreprise difficile, mais on la pensait nécessaire, précisément pour réconcilier la pensée critique avec un art entraînant du récit. Concrètement, il s'agissait de proposer un livre à la fois collectif, savant et accessible. Notre projet était donc avant tout éditorial, et c'est pourquoi nous avons toujours pensé à la destination finale: écrire un livre pour les lecteurs, en les surprenant, en les étonnant, en leur apprenant des choses. D'où quelques partis pris : privilégier les périodes anciennes, commencer à la pré-histoire, alterner des dates connues avec des dates surprenants — puisque le récit était organisé par dates. De là aussi certains malentendus qui expliquent une réception mouvementée, parfois polémique. Certains ne comprenaient pas qu'en choisissant une date, on n'en récusait pas une autre. Mais peu importe : l'essentiel est que l'ouvrage, s'il n'a pas été compris par certains critiques, a été très bien compris par le public. D'où un beau succès en

France (plus de 150 000 exemplaires vendus) et en Europe (où il a été traduit, mais surtout adapté dans une dizaine de pays, chacun faisant « sa » propre histoire mondiale).

Sur quoi portent vos recherches actuelles? Affrontez-vous souvent des questions, des notions, des concepts dont la complexité vous dépasse et à laquelle vous n'arrivez pas à donner des réponses claires?

Bien entendu, et c'est précisément parce que cette complexité me dépasse que j'aime m'y affronter. Voici deux ans que je fais cours sur la peste noire en Europe (1347 – 1352). Je compte bien en faire un livre. J'avais choisi ce sujet bien avant la crise sanitaire du COVID, mais il est évident que celle-ci change la donne. C'est comme si les hantises du présent transformaient notre conception du passé. Voici au fond le principal dilemme de l'historien : doit-il travailler à se séparer du passé, pour éviter de l'envahir de ses affects et de ses préjugés, ou peut-il consentir à le faire ressentir, quitte à s'y identifier?

Quels conseils donneriez-vous aux étudiants en histoire et à ceux qui ne le sont pas encore? Comment pourriez-vous encourager les étudiants en histoire à se lancer dans la recherche en histoire? Comment choisir? Et qu'est-ce qu'un bon sujet?

Il n'y a qu'un seul bon sujet: celui qu'on a envie de traiter. Pour moi, je le répète, l'histoire est une école de la liberté. Il faut donc se faire confiance et suivre son propre désir.

Professeur Boucheron, merci beaucoup de vos réponses!